

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 22/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/06/2023

Contexte et constats

Publié sur



Vynova PPC SAS

95, Rue du Général de Gaulle
68800 Vieux-Thann

Références : 0006700433_2023_06_12_VYNOVA-PPC_REX_SGS-et-MMR_VIIC
Code AIOT : 0006700433

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/06/2023 dans l'établissement Vynova PPC SAS implanté 95, Rue du Général de Gaulle 68800 Vieux-Thann. L'inspection a été annoncée le 11/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action nationale sur la prise en compte des retours d'expérience des accidents/incidents. Elle est complétée par l'examen de plusieurs MMR (Mesure de Maîtrise des Risques) en lien avec le risque de fuite de brome lors du dépotage (étude PPRT n°8).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Vynova PPC SAS
- 95, Rue du Général de Gaulle 68800 Vieux-Thann
- Code AIOT : 0006700433
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Vynova PPC SAS est installée sur la plateforme industrielle chimique de Thann qu'elle partage avec la société TRONOX. Ces deux entreprises sont classées SEVESO Seuil Haut.

Créé en 1808, le site Vynova PPC SAS emploie environ 240 personnes. Il dispose de deux secteurs de fabrication :

- le premier, fonctionnant essentiellement en continu, fabrique du chlore et des dérivés potassiques comme produits de chimie de commodités.
- le deuxième, fonctionnant essentiellement par campagnes, fabrique des produits bromés organiques et minéraux, comme produits de chimie fine.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des accidents/incidents du site ;
- Gestion des Mesures de Maîtrises des risques (MMR) au niveau du poste de dépotage du brome.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des incidents / accidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
2	Gestion des incidents / accidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 6	/	Sans objet
3	Gestion des incidents / accidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7 – 5	/	Sans objet
4	Gestion des incidents / accidents / presque accidents	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	/	Sans objet
5	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article Article 4	/	Sans objet
6	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 7	/	Sans objet
7	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 7	/	Sans objet
8	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 7	/	Sans objet
9	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est doté d'outils pertinents qui permettent de bien gérer les incidents du site comme cela a pu être observé sur plusieurs exemples.

Par ailleurs, aucune non-conformité n'a été constatée sur les MMR (Mesure de Maîtrise des Risques) observées dans le cadre de l'étude de fuite de brome lors du dépotage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des incidents / accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence d'un SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : L'exploitant dispose bien d'un SGS (Système de Gestion de la Sécurité). L'accès aux documents a pu être vérifié lors de cette inspection via notamment l'outil interne Hexapp et l'observation du réseau interne de l'entreprise.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion des incidents / accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Mode de recensement des événements et mode de filtre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention [...]
Constats : Cette partie contient des informations confidentielles situées en annexe du rapport.
Observations : La vigilance de l'exploitant est attirée sur le fait de veiller à ne pas clôturer les fiches d'incident tant qu'il ne dispose pas de toutes les preuves de réalisation des actions.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion des incidents / accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 7 – 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, Suivi des défaillances de MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> [...] <p>A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p> [...]
Constats : Lorsque l'exploitant enregistre un incident, il doit indiquer si celui-ci concerne ou non une MMR (Mesure de maîtrise des risques). Certains incidents impliquant des MMR ont été observés, et l'exploitant a pu démontrer la prise en compte du REX dans l'étude de dangers (exemple avec la mise à jour de la probabilité d'un évènement sur le scénario 8b qui concerne la fuite de brome liquide au poste de dépotage).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des incidents / accidents / presque accidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Déclaration et analyse des causes des événements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. [...]</p>
Constats : Le "Système LISA (Lanceur Informatisé du Système d'Alerte)" prévoit d'informer la DREAL en cas d'accident de niveau LISA 1 (fuite non maîtrisée importante). Lors de l'incident survenu en décembre 2022, un rapport a bien été transmis à l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article Article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Qualification de la MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité
Constats : Cette partie contient des informations confidentielles situées en annexe du rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Etat initial et programme de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité. A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques. L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.
Constats : Cette partie contient des informations confidentielles situées en annexe du rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des shunts
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.
Constats : Afin de gérer les shunts, l'exploitant a mis en place une procédure Bypass (QSE PR 2078) qui précise qu'un permis de Bypass doit être systématiquement utilisé. Ce permis précise le lieu du bypass, son demandeur, les mesures compensatoires à mettre en place et sa date de suppression. Ces permis sont suivis via un tableau. L'observation de ce tableau et de quelques exemples de situations ne soulève aucune remarque de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Détermination du niveau de confiance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.
Constats : L'exploitant justifie le niveau de confiance de ses MMR dans dans chaque étude spécifique de son étude de dangers. Pour le niveau de confiance des MMR instrumentées, l'exploitant fait appel à un prestataire qui justifie le niveau de SIL retenu. L'étude PPRT 8 (fuite de brome au dépotage) a été plus spécifiquement observée lors de cette inspection. Les justificatifs des niveaux de confiance des MMR suivantes de cette étude ont été observés et n'ont pas soulevé de remarque particulière : 1.1, 1.7 et 2.1.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Détermination du niveau de confiance d'une action humaine
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.
Constats : Cette partie contient des informations confidentielles situées en annexe du rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet